

Ne jetez pas le contenu de vos vieux tiroirs*

Gaston Faucher

Conseiller pédagogique
Cégep François-Xavier-Garneau

C'est la dernière décennie du siècle. L'an 2000 habite déjà nos discours et nos fantasmes. Il motive des changements ou des réajustements. Chiffre magique ! Amateurs de grandes peurs, relisez les histoires qui sont arrivées au tournant du dernier millénaire, fouillez Nostradamus, l'Apocalypse, certains écrits sur la mort de la planète, vous y trouverez tout ce qu'il faut pour continuer d'anticiper le grand cataclysme. Si vos chimères sont plus dorées, tournez-vous vers les promesses des nouvelles technologies, les richesses que le capitalisme occidental ne peut manquer de générer pour toute l'humanité, les paradis de loisirs accessibles dans son quant-à-soi « personnel et privé », la disparition des frontières, les succès prochains des entreprises privées dans la solution des problèmes des institutions publiques, la douceur du grand soir où les nouveaux modèles de gestion et de management auront rétabli la cohérence dans le chaos de nos institutions, etc.

Voici venir l'an 2000 ! Ouvrières, ouvriers des écoles, les dernières années vous ont-elles convaincus ? N'est-il pas temps de changer ? Ne vous a-t-on pas fait la preuve que vos utopies sur l'éducation sont futiles et inefficaces ? N'est-il pas temps de vider vos vieux fonds de tiroirs ? N'est-ce pas aujourd'hui l'heure de confier à d'autres le soin de faire ce qu'ils savent faire mieux que vous ? Si vous avez plus de trente-cinq ans, il y a fort à parier qu'il vous est arrivé de penser que vos idéaux sur la démocratie, l'égalité de toutes et tous, l'égalité des chances à l'école et dans la vie, la formation intégrale de la personne, l'importance de la formation générale ou fondamentale pour les citoyennes et citoyens et autres idées du même acabit sont dépassées.

On a sans doute réussi, au moins partiellement, à vous convaincre que l'industrie est plus compétente et plus efficace que l'école pour dispenser la formation professionnelle. Que ses méthodes de gestion sont moins coûteuses et plus « productives ». Qu'il faut introduire à l'école la concurrence, qu'il n'y a pas assez d'argent pour les services sociaux et l'éducation, que la priorité doit être mise sur l'économique, compte tenu de la mondialisation de l'économie et des exigences de la compétition. Et puisqu'on y est, pourquoi ne serait-il pas vrai que l'école publique est incompétente et inefficace ?

Désormais, nous devons apprendre la rationalité. Plans d'actions, politiques, procédures, priorités, contrôle et évaluation devront faire partie de notre arsenal de « production ». En d'autres mots, il faudra gérer : nous devons gérer le processus pédagogique, la formation et l'apprentissage, les ressources humaines, les outputs du système scolaire, etc.

Nous sommes déjà sur la bonne voie. Dans son bilan des vingt-cinq dernières années de l'éducation au Québec, le Conseil supérieur de l'éducation constate que les écoles et surtout les collèges du Québec sont des établissements plus gérés qu'il n'était possible de l'imaginer lors des travaux de la Commission Parent. Les fonctions administratives coûtent presque deux fois plus cher chez nous que dans les collèges de l'Ontario. Nous avons plus de « cadres », de plus belles et plus volumineuses conventions collectives, des politiques plus sophistiquées. Les nouveaux gestionnaires ont damé le pion aux vieux fous de la révolution tranquille.

Mais il y a un problème ! À quand remonte la dernière lecture que vous avez faite sur les objectifs de l'éducation au Québec ? Quelle est la conception de l'être humain qui nous dicte la voie à suivre ? Avons-nous une idée du type de personne ou de citoyen que nous avons mandat de former ? Dans quel Québec et dans quel monde les voulons-nous ? De nouveaux défis nous attendent. Comment ferons-nous face à la violence, à la multiethnicité, aux changements technologiques accélérés, à la pauvreté grandissante de certaines couches de notre société, à l'écart scandaleux de notre mode de vie en regard de celui de l'hémisphère sud, à l'environnement, à la jamais acquise égalité entre les femmes et les hommes, entre les races, entre les peuples, etc. Est-il sage de penser apprendre à résoudre ces problèmes en les confiant à des intérêts privés, en les gérant mieux, en aménageant mieux notre propre privé ?

Il faut s'inquiéter d'une société qui privatise son destin (l'expression est d'un ami qui a nom Antoine Baby) et qui le gère sans idéal, sans projet. Il faut craindre la société qui gère ses écoles sans vision du monde et de l'« homme », (maudit masculin !)

Idéalistes, à vos tiroirs ! Mais de grâce, ne jetez pas tout à la poubelle. Redonnez la parole à l'utopie. Ne laissez jamais un gestionnaire (ou un conseiller pédagogique) mettre ses règles ou ses procédures au-dessus d'un rêve ou d'un projet d'éducateur. Et vienne l'an 2000 !

* Tiré de *Hors propos*, vol. 8, n° 3, cégep François-Xavier-Garneau, janvier 1990.